

qui n'était pas dans le meilleur intérêt du Canada dans son ensemble. Si cette opinion valait pour le projet Kaiser sur le Columbia, à juste titre d'ailleurs, je crois, elle est également valable en ce qui concerne cette ressource importante dont un autre pays peut se servir dans une large mesure afin de traiter les matières premières que nous lui envoyons, à mon avis, en trop grandes quantités à l'heure actuelle.

M. Hansell: Monsieur le président, bien que je me dispose à formuler quelques critiques sur la politique gouvernementale à l'égard de ce bill et des questions connexes, je tiens à déclarer immédiatement que les députés du coin de la Chambre où je siège appuieront la résolution. Il se peut que nous ayons des critiques à formuler à l'égard de ce bill, mais je ne peux pas dire exactement quel tour elles prendront tant que le bill ne nous aura pas été présenté.

J'ai écouté avec intérêt les discours de politique prononcés par les préopinants qui représentaient les deux autres partis de l'opposition. Lorsque le chef de l'opposition a parlé cet après-midi, je me suis emparé de ma plume pour prendre des notes, montrant ainsi que je me disposais à commenter ce qu'il disait, peut-être parfois pour le critiquer, ou encore pour l'approuver. J'ai trouvé cependant que j'avais du mal à concentrer mon attention suivant un plan logique, pour exprimer des critiques ou des éloges obéissant à la même logique, car il m'a paru que le chef de l'opposition papillonnait de-ci de-là et ne me permettait pas de le suivre d'aussi près que j'aurais aimé. Je me suis vu sur le point d'entonner la bonne vieille rengaine: "Il court, il court, le furet..."

Quoi qu'il en soit, je tiens à dire qu'à propos de l'opinion exprimée tant par lui-même que par le chef de la CCF sur les placements étrangers, je partage au moins partiellement leur avis sur les critiques qu'ils adressent à la politique du Gouvernement.

Si on me permet de me reporter aux notes que j'ai griffonnées, avant d'exposer ce problème en détail, je ne crois pas que nous devrions laisser passer la déclaration faite par le chef de la CCF quand il a relevé les paroles du très honorable ministre du Commerce qui a dit, cet après-midi, que M. Manning avait fait savoir qu'il ne consentirait pas sans réserve à l'établissement d'un pipe-line entièrement canadien. Le chef cécéfiste a semblé sauter là-dessus. Il s'est dit fort surpris que le premier ministre de l'Alberta réclame quelque réserve car pour lui, il ne s'agissait de rien d'autre que de vendre le Canada à l'étranger.

Prise isolément, la déclaration peut être préjudiciable, mais on ne peut l'interpréter ainsi

puisque aucun premier ministre ne fera de réserve sans l'expliquer. Le ministre du Commerce n'a pas fourni d'explication, non plus que le chef de la CCF pour la bonne raison, peut-être, qu'il ne savait pas quelles conditions seraient insérées dans cette réserve. Je ne peux l'expliquer non plus, car je n'en sais rien. Pareille déclaration ne devrait pas restée ainsi en suspens. Si M. Manning a fait quelque réserve, je suis bien sûr qu'il avait de bonnes raisons de le faire et qu'il n'avait aucune intention de vendre son pays à un autre. M. Manning, je l'affirme, se range parmi les Canadiens les plus loyaux: il est loyal envers les Canadiens et respectueux des intérêts canadiens.

Quant aux capitaux étrangers, nous conviendrons tous que ce qui pourrait nous arriver de mieux ce serait que l'argent placé dans cette entreprise de pipe-line entièrement canadien soit exclusivement canadien. Nous en conviendrons tous, je pense. Toutefois, si nous ne pouvons pas trouver de capital canadien pour l'aménagement et l'exploitation de ce pipe-line, cela tient à une chose, et à une chose seulement. La faute en est au gouvernement actuel du Canada dont les programmes financiers sont tels qu'ils ne portent pas les Canadiens à placer leur argent dans des entreprises dont le résultat ne leur apparaît pas clairement.

Dans le *Financial Post* du 17 mars, à la première page, je puis lire cette en-tête: "Croissance de la dépendance vis-à-vis des États-Unis." Je n'ai pas eu le temps de lire l'article tout entier, n'ayant trouvé le journal qu'il y a quelques minutes, mais voici toutefois un titre à la deuxième section: "Comment nous payons notre prospérité." Puis vient une autre rubrique large d'environ deux colonnes: "Nous vendons notre richesse à des capitalistes étrangers." S'il en est ainsi c'est que le Gouvernement n'a sans doute pas eu un programme financier qui fût de nature à favoriser le placement de fonds canadiens sur une vaste échelle.

Le gouvernement albertain a présenté un mémoire à la Commission d'enquête sur les perspectives économiques du Canada au moment où celle-ci siégeait en Alberta. Après présentation de ce mémoire par M. Manning au nom de sa province, on a soulevé la question de savoir combien de capitaux américains étaient entrés en Alberta aux fins de la mise en valeur de l'industrie du gaz et du pétrole. Le total était extraordinaire. Je dois ici me fier à ma mémoire et aux articles de journaux, puisque nous n'avons pas encore eu sous les yeux le compte rendu imprimé. M. Manning a dit précisément ce que je dis en ce moment, savoir: que la raison de la venue des capitaux américains au Canada